

Conférence de presse conjointe de MM. Nicolas Sarkozy, Président de la République, Gordon Brown, Premier ministre du Royaume-Uni, Romano Prodi, Président du Conseil des ministres de la République italienne, Jose Manuel Barroso, Président de la Commission européenne, et de Mme Angela Merkel, Chancelière de la République fédérale d'Allemagne, sur la régulation du système financier, à Londres le 29 janvier 2008.

M. Gordon Brown - Je voudrais vous remercier de nous avoir rejoints ce soir. Nous nous sommes entretenus, les chefs d'Etat des plus grands pays de l'Union européenne, à un moment de turbulences financières exacerbées pour l'économie mondiale, déclenchées par la crise des subprimes aux Etats-Unis. Cette longue période de turbulences s'est propagée à d'autres marchés financiers, l'Europe incluse. Face à cette période d'incertitudes et de risques, nous avons besoin de montrer notre attachement aux fondements de l'économie de l'Union européenne. Nous avons décidé de coopérer ensemble et un accord ambitieux et équilibré sur le Cycle de Doha dans lequel nous nous sommes engagés est essentiel à cela, afin de promouvoir la stabilité au niveau des marchés financiers et aussi de tenir compte d'un manque de transparence. Nous sommes d'accord pour dire qu'il faudra être guidé par les principes suivants :

premièrement, la responsabilité fondamentale pour la gestion des risques doit rester le ressort des institutions financières et des investisseurs £ deuxièmement ceci doit être soutenu par des structures nationales de contrôle et de surveillance renforcées £ troisièmement, les autorités de contrôle dans les différents pays doivent coopérer et échanger les informations de manière efficace afin de gérer les crises. Ainsi, il faut avoir des marchés qui sont mieux informés et, au sein de cette transparence, nous voulons améliorer le contenu au niveau des agences de cotation afin d'assurer qu'on prenne mieux en compte les risques. Nous allons agir d'une façon réglementaire si des progrès ne sont pas obtenus. Le comité de Bâle devra s'assurer que les normes s'améliorent au niveau de la gestion internationale vis-à-vis de l'équité des risques. Nous sommes d'accord pour dire qu'il faudra améliorer la coopération au sein de l'Europe et au sein d'autres économies afin de réagir aux crises internationales et, surtout, l'Union européenne devra se mettre d'accord vis-à-vis de principes communs sur la gestion de crises internationales, avec un cadre analytique afin d'analyser les implications systémiques des directives communes et d'améliorer l'échange de renseignement et la coopération entre les différents pays à tous les niveaux.

Nous sommes aussi d'accord pour dire qu'il faut réformer afin d'assurer que les institutions mondiales puissent faire face aux défis du 21ème siècle. Nous avons besoin d'un système d'avertissement préalable qui devra avoir une certaine force afin d'assurer que nous puissions agir

selon ces alertes.

On demande au FMI et aussi au Forum sur la stabilité financière, de faire un rapport vis-à-vis des menaces que font peser le développement du secteur financier et aussi de voir comment renforcer, comment clarifier la responsabilité du FMI afin d'assurer la stabilité macroéconomique. Voici les questions dont nous avons parlé. Nous nous sommes mis d'accord sur une interprétation commune de ces problèmes. On va agir ensemble et nous allons assurer une certaine stabilité au niveau de l'économie. Nous allons nous assurer que nous allons associer le G8. La semaine prochaine d'ailleurs, il y a une réunion des ministres au Japon. Je suis très reconnaissant aux leaders européens de se réunir ici à Londres. Nous espérons pouvoir convaincre la communauté internationale du besoin de ces réformes.

Maintenant, vous pouvez poser vos questions.

Q - Les échanges, ce soir, se sont déroulés au niveau de l'Union européenne. J'aimerais demander au Premier ministre britannique s'il peut nous dire quelles sont les propositions précises que les ministres des Finances pourront présenter à Tokyo ?

R - M. Jose Manuel Barroso - Dans le communiqué que l'on vient de présenter, il est évident que nous avons déjà soutenu le travail qui se déroule au sein de l'Union européenne. C'est-à-dire ce que les ministres des Finances sont en train de faire. Comme vous le savez, nous avons l'intention de faire un rapport au Conseil européen au mois de mars. C'est quelque chose qui est cité plus précisément au sein du communiqué qui a été approuvé par tous les leaders et d'ailleurs les conclusions sont tout à fait évidentes. Il faut agir à deux niveaux : au niveau de l'Union européenne, parce qu'après tout, il y a une demande pour une coopération croissante au niveau de l'Union européenne et j'étais très content de pouvoir obtenir le soutien du Premier ministre, Gordon Brown, que la Commission européenne fasse partie du forum de stabilité.

Nous avons parlé au niveau européen, mais il faudra également agir au niveau mondial avec des institutions financières internationales et surtout avec les autres membres du G8. C'était d'ailleurs le dernier mot du Premier ministre Brown.

R - M. Gordon Brown - Les ministres des Finances vont être d'accord sur le fait qu'il faut établir un accord commercial afin de ne pas avoir de protectionnisme et de faire le nécessaire pour assurer la transparence au niveau des activités de nos institutions financières, pour que les activités hors bilan soient dévoilées et que les agences de notation puissent établir des évaluations plus indépendantes au niveau du risque. On veut aussi que l'on dévoile les pertes. Ce sont les choses immédiates auxquelles les gens s'attendent.

Q - Une question pour le président français. Avez-vous parlé de la crise de la Société générale ? A ce propos, est-ce que la survie du réseau de la Société générale passe par son rachat par une autre banque française comme la BNP ? Comment vous opposerez-vous, en tant qu'Etat français, à une éventuelle OPA étrangère sur la Société générale ?

R - Nicolas Sarkozy - Il n'y a pas de réponse à donner, puisque vous faites un enchaînement. D'abord, nous n'en avons pas parlé en détail, ce n'était pas l'objet et, deuxièmement, je n'ai pas de commentaire à faire puisque je ne suis pas actionnaire. L'Etat n'est pas actionnaire de la Société générale.

Je voudrais en profiter pour dire combien je remercie Gordon Brown de nous avoir invités et combien je suis heureux de l'unité que nous avons manifestée. Nous demandons davantage de transparence au système financier mondial, européen et national. Nous n'acceptons pas que ce manque de transparence puisse mettre en cause la croissance dont nous avons besoin pour donner du travail à chacun de nos concitoyens.

Les propositions qui ont été présentées en notre nom à tous par Gordon Brown sur les agences de notation, les commentaires qui ont été faits et, par ailleurs, le rendez-vous que nous fixons aux agences de notation : si elles ne font rien, alors nous agissons réglementairement parlant. Cela veut bien dire que nous avons une certaine idée de ce que doit être le capitalisme. Nous voulons un capitalisme d'entrepreneurs et non pas un capitalisme de spéculateurs. Nous voulons la transparence parce que nous ne voulons pas du protectionnisme. Nous voulons la liberté du marché. Nous voulons la concurrence loyale et non pas l'absence de transparence.

Cela est extrêmement important que nous nous soyons réunis tous ensemble pour porter ce même message. Cela veut dire que nous avons rapproché nos points de vue et que nous sommes décidés à agir et à en parler avec tous nos alliés, avec tous ceux qui font l'économie mondiale. Il n'y a pas de fatalité à ce qui se passe aujourd'hui.

Il y a des leçons à en tirer et nous ne sommes pas décidés à accepter sans réagir à ce qui s'est passé. Cela vaut pour les subprimes, cela peut valoir également pour la Société générale, cela peut valoir à chaque moment. Les gens travaillent, font des économies, investissent, ont besoin d'emploi.

Ce qui s'est passé dans un certain nombre de pays n'a rien à voir avec l'économie de marché, la conception que nous pouvons avoir de la liberté de circulation et la liberté de concurrence entre nous. Si nous ne voulons pas le retour de la tentation protectionniste, nous devons imposer cette transparence.

Q - Etant donné que ce sont des problèmes mondiaux, quel est l'avantage de ces échanges actuellement alors, que vous avez exclu les autres du G8 ?

R - M. Gordon Brown - Je pense que ce qui est important, c'est que les autres vont se réunir, avant la réunion des ministres des Finances au Japon et avant la réunion plénière. Je pense qu'en formulant ces propositions pour le changement, en parlant de la transparence et en plaçant ce point à l'ordre du jour, en faisant des propositions définitives et en demandant des modifications au niveau des institutions financières, nous montrons le chemin et cela va donner lieu à des modifications importantes et des réformes importantes au cours de l'année. Nous menons le chemin et nous reconnaissons certains des problèmes auxquels il faut faire face mais j'ai confiance que nous allons pouvoir établir un consensus au travers du G8 et de la communauté internationale, des réformes importantes et des modifications importantes.

Q - Une question pour Mme Merkel. Vous avez parlé de mesures réglementaires qu'il fallait introduire si ceux qui participaient au marché ne respectaient pas l'obligation. Qu'est-ce que cela veut dire pour l'Allemagne ?

R - Mme Angela Merkel - Je suis reconnaissante au Premier ministre britannique de nous avoir invités ici à cette réunion des Etats membres du G8. Les citoyens doivent être rassurés et il doit y avoir de la confiance au niveau de l'ouverture des marchés financiers. Il y a des questions qu'on a posées, il y a certaines lacunes et il faut s'assurer que ces lacunes soient comblées. Les premières étapes doivent être d'appeler tous les participants au niveau du marché et d'assurer une transparence croissante et de leur dire que s'ils ne respectent pas cela, il faudra introduire une réglementation. Ces agences de notation représentent un exemple. On devrait expliquer aux marchés que nous allons établir une réglementation que les agences de notation devront respecter.

Si nous regardons la situation il y a un an, nous étions très loin d'une optique auto réglementaire au niveau de l'industrie des hedge funds, des fonds à effet de levier. Nous sommes en train de progresser mais le progrès n'est pas suffisant, alors il faut assurer une meilleure transparence vis-à-vis de ces évaluations, de ces instruments qui sont très compliqués. Les commissaires aux comptes doivent avoir des règles bien évidentes afin d'assurer un travail correct. Evidemment, il faut assurer la coopération et assurer la coopération du côté américain, parce sinon, nous serons obligés d'établir des nouvelles règles et des réglementations. Ce qui est important, c'est que la réponse à ce manque de confiance pourrait être des mesures protectionnistes et cela serait tout à fait erroné. Nous, en tant que femmes politiques et hommes politiques, devons nous assurer que l'on évite des idées de ce genre. C'est pour cela qu'on a demandé à parler au directeur de l'équipe japonaise et aussi au G8, de parler aussi rapidement que possible et de se mettre d'accord aussi rapidement que possible vis-à-vis de ce que l'on a dit aujourd'hui.

J'ai l'impression que cela créera du progrès.

Q - J'aimerais parler du système italien. J'aimerais savoir s'il y a un avantage précis au niveau italien et comment l'Italie va faire face à cette crise politique ? L'Italie est le seul pays aujourd'hui qui n'a pas de crise bancaire continue. Est-ce qu'il y a un délai précis ou est-ce que le système bancaire a des avantages bien précis ? Comment pensez-vous que l'Italie va pouvoir faire face à cette tempête au niveau de la crise politique continue ?

cette tempête au niveau de la crise politique continue :

R - M. Romano Prodi - La première partie de la question est très facile parce qu'en Italie, depuis cinq ans, nous avons eu une restructuration totale du système bancaire, des fusions, des acquisitions, des réorganisations du système après des problèmes auxquels on a dû faire face avant. Cela s'est déroulé depuis deux ou trois ans d'une façon très rapide, à très grande vitesse, sans intervention de la part du gouvernement et sans interférence de la Banque d'Italie. Nous avons eu un accord entre la Banque d'Italie et le gouvernement de ne pas interférer au niveau du processus de restructuration.

Deuxièmement, si vous examinez les bilans, les banques vivent des investissements, des dépôts, ne travaillent pas avec les produits dérivés ou seulement en très petite quantité. Il n'y a pas rien vis-à-vis des banques américaines. Si vous rassemblez toutes ces questions, vous avez l'explication du fait que le système bancaire italien est tout à fait protégé de cette maladie.

Pour la deuxième partie de la question, c'est un peu plus difficile. Je ne peux pas y répondre si facilement. J'ai l'impression que la crise politique sera rapidement résolue. Ainsi, je suis optimiste. Je pense que cela ne va pas interférer au niveau de l'avenir de l'économie. Je suis fier de vous dire que le budget est très solide, avec un déficit de moins de 2 %. Ainsi, le budget italien est dans une zone protégée et bien équilibrée. S'il devait y avoir une période de changement, je pense que l'économie n'en souffrirait pas du tout. Les impôts au niveau des entreprises vont baisser. Les impôts au niveau immobilier ont aussi baissé. C'est une période qui est assez sûre pour l'avenir afin d'agir ou d'équilibrer les vagues auxquelles on peut faire dans le système politique. Nous avons émis un communiqué de presse, nous espérons que vous allez pouvoir le lire et merci de nous avoir rejoints.